

À la fronde des patrons, opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1er février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Retrouvez-nous en ligne !
Pour nous contacter,
consulter nos articles
et revoir nos meetings !



*Ce bulletin est le tien,
laisse-le où tu veux qu'il soit lu.
Prends contact avec nous
pour l'informer !*

USA ou le Moyen-âge ?

Après l'investiture de Trump aux USA, le président a décidé de nommer au ministère de la Santé Robert F. Kennedy, un complotiste antivax qui collectionne les déclarations fantaisistes sur les produits chimiques qui rendraient les enfants transgenres ou homosexuelles, le VIH qui ne causerait pas le SIDA, le COVID-19 qui tuerait les nourrissons ou les rendrait autistes et qui toucherait moins les Chinois... Il participe ainsi à diffuser encore plus largement le complotisme le plus crasse et dont on peut facilement prouver la fausseté.

Le ridicule ne tue pas, mais les décisions de ce nouveau ministre de la santé, on en est moins sûr...

Le retour de la grippe ?

La Commission Médicale d'Établissement (CME) de l'AP-HP se félicite que nos hôpitaux aient pu faire face au pic de la grippe grâce à son plan « Tensions Hivernales - Organisation de la Réponse » (THOR)... On dirait que quelqu'un est fan de Marvel à l'AP-HP...

La Commission se félicite aussi du fait que les « 600 lits réouverts à l'AP-HP depuis deux ans » ont permis de gérer l'afflux de malades de la grippe. 600 lits réouverts, c'est peu comparé aux milliers de lits fermés ces cinq dernières années. La commission conclut pourtant en renvoyant la faute sur les personnes âgées et les personnels qui ne se vaccineraient pas suffisamment... La vaccination est importante pour faire face à la grippe saisonnière, c'est certain, mais il faut surtout cesser de nous faire travailler dans des conditions qui font partir certains collègues et nuisent à l'accueil des patients !

A Créteil, des hospitaliers en grève contre le manque de moyens

Dans une lettre ouverte aux familles et patients datée du 31 janvier, les soignants de trois services de l'hôpital Albert Chenevier (Créteil) écrivent : « nous nous retrouvons à seulement deux soignants là où il y a quelques temps nous étions trois voire quatre... Pour compenser cela, il nous est imposé des modifications de planning, des horaires prolongés... ce qui engendre de la fatigue. (...) Nous demandons à notre direction de renforcer les effectifs et de remplacer de façon stable les arrêts longs pour avoir le temps nécessaire pour faire notre travail (...) ». Les revendications sont claires et la situation est limpide : l'urgence s'impose d'injecter de l'argent dans l'hôpital public. En quelles quantités ? A la hauteur des demandes que des hospitaliers expriment fréquemment... en cessant le travail pour forcer la main à des directions qui aggravent des situations déjà critiques et font en plus la sourde oreille aux alertes d'en bas. La situation est celle-ci : le gouvernement voudrait adoucir, avec 1 milliard de plus pour l'hôpital, son annonce précédente de 2,8 % d'augmentation pour le budget de l'hôpital public, alors qu'il faudrait 5 % minimum pour suivre l'inflation. Les décisions du ministre actuel sont à

l'image d'un système qui retarde sur les besoins de la population alors qu'il en aurait les moyens. « Aujourd'hui nous avons décidé de dire STOP ! » : bien dit, collègues !

On coupe dans l'AME

Drôle de compromis que cherchent à nous faire avaler la gauche, la droite et les macronistes. Lors de la commission mixte paritaire chargée de trouver des économies à faire pour le budget alloué à l'État en 2025, les députés et sénateurs ont coupé 111 millions d'€ à l'AME pour les étrangers.

Le RN aurait voulu plus, évidemment, alors que les socialistes crient victoire pour le maintien des critères d'accessibilité sans conditions. Tu parles d'une victoire ...

On coupe les soins à toujours plus de monde et pour certains soignants qui continueront de soigner les patients étrangers, la pilule ne passera pas.

C'est la grève à l'hôpital Mermoz de Lyon

À l'hôpital privé Jean Mermoz de Lyon, les brancardiers et les préparateurs en pharmacie entament leur 3ème semaine de grève pour de meilleures conditions de travail et des hausses de salaires. À leurs revendications, la direction répond par des projets de réduction du nombre de personnels brancardiers !

Comme quoi, à l'hôpital public comme à l'hôpital privé, nous faisons face aux mêmes salaires et au même mépris de nos directions... Raison de plus pour nous battre tous ensemble !

Aux Écoles Militaires de Santé de Lyon-Bron, colère à propos de mesures culpabilisantes suite à des violences sexuelles

Sur le réseau social Instagram, l'entreprise en charge d'organiser le gala de l'année 2024 des ces Écoles militaires informe qu'il sera interdit aux femmes de porter des décolletés. L'année précédente, deux faits de violences sexuelles ont été relevés par les autorités militaires et civiles. Des cadres ont été mis à pied également (puis remis en service !) pour avoir pénétré dans des chambres pendant que leur occupante était dans leur douche, voire pour avoir filmé certaines dans la même situation. La direction a nié avoir demandé à l'entreprise d'événementiel de mettre en place ce code vestimentaire. Ce n'est pas passé auprès des soignantes, qui y ont vu une accusation envers le caractère potentiellement suggestif des tenues féminines. Ce n'est pas dans cette société-là que la « grande muette » prendra des mesures contre le patriarcat dans ses rangs, mais les travailleuses et les travailleurs essentiels à son bon fonctionnement peuvent arracher ce dont elles, mais aussi ils, ont besoin pour travailler et non pas essayer de vivre malgré les violences sexistes et sexuelles, et la violence du sexisme ordinaire qui mure dans le silence les victimes.